Cfdt: FGA
S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
N°21-2020

COVID-19 – Centres d'entraînement des courses au galop et au trot

La filière des écuries d'entraînement de course en péril

La filière des écuries d'entraînement de course concerne 70.000 emplois directs et indirects, dont 4.300 emplois dans les écuries, pour 10.000 chevaux à l'entrainement au galop et 20.000 chevaux à l'entrainement au trot. Les structures d'entraînement au galop emploient en moyenne 8 salariés, 3 pour le trot.

Durant le confinement, les salariés continuent de soigner et d'entraîner les chevaux dans le respect des consignes sanitaires.
L'entretien et la nourriture d'un cheval de course doivent continuer dans la période. La continuité du travail du plus grand nombre des salariés est nécessaire. Mais sans rentrées financières dans les structures, le maintien dans l'emploi et l'aide alimentaire et de soin vitale aux équidés sont en grand péril.

Tandis que le plan de relance pour l'élevage canin a été accepté par le Sénat mercredi 22 avril, il a été rejeté pour la filière des écuries d'entraînement de course. L'incompréhension de ses responsables est totale.
300 entraîneurs et 2.000 salariés sont condamnés à court terme à cesser toute activité faute de la rentrée financière que sont les allocations des courses.

Par ailleurs, l'affaiblissement de cette filière aura aussi des conséquences non négligeables dans d'autres domaines qui lui sont liés : élevage des chevaux de course, hippodromes, organisation des courses, PMU…

La FGA-CFDT demande à l'Etat de reconsidérer très rapidement les énormes difficultés de cette filière, pour la pérennité des emplois du secteur mais aussi pour la continuité du bien-être animal.

La FGA-CFDT estime les mesures prises actuelles sont incompréhensibles, inadmissibles, voire discriminatoires, et alerte le gouvernement dans l'attente de nouvelles directives en faveur du trot et du galop à la hauteur des enjeux des difficultés très importantes rencontrées par cette filière.

Fait à Paris, le 28 avril 2020

Contacts :
Franck TIVIERGE, Secrétaire national : 06.87.31.21.80
Presse : 06.89.04.25.27